

Désynchronisation des temps familiaux et coexistence solidaire

Enquête ethnocomptable des ressources d'une famille jordanienne

Mots-clés

- Solidarité familiale
- Budget
- Désynchronisation
- Espace de vie
- Jordanie

Lorraine Guénée

Doctorante en sociologie à l'École des hautes études en sciences sociales.

Ce qui retient l'attention au sujet de la conciliation des temps familiaux et professionnels, c'est notamment le fait que l'aménagement soit un motif d'inégalités de genre, et que les conséquences des complications temporelles soient plus marquées et destructurantes pour les familles pauvres (Drancourt 2009 ; Lesnard, 2009, Pailhé et Solaz, 2009). Alors que le lien familial se nourrit de concordance des temps, en 2009 Laurent Lesnard a ainsi montré, dans une étude menée auprès de familles françaises, que les foyers démunis sont soumis à une désynchronisation des temporalités tandis que les temps de travail ne sont plus concomitants ; dans un couple biactif, quand l'un-e travaille la nuit et que l'autre rentre tard, qu'en est-il des temps partagés ? Or, dans un autre contexte, culturel, que se passe-t-il lorsque cette désynchronisation contrainte ne semble pas affecter la solidarité intrafamiliale, et apparaît même parfois transformée en ressources pour « joindre les deux bouts » ?

C'est le cas de la famille jordanienne qui a fait l'objet d'une enquête monographique entre mars et décembre 2013. Les journées des membres de la maisonnée ne sont pas synchrones, les rythmes quotidiens sont très hétéroclites. En partie lié au travail, ce phénomène est bien illustré par les repas : lors d'un mois d'enquête en direct, un seul a été pris ensemble par sept des huit membres de la famille. Or, la commensalité existe et est valorisée dans le milieu familial : elle représente une occasion d'être (presque) tous ensemble. Comment créer du lien familial dans un contexte où la « symétrie » des temps est si faible (Lesnard, 2009) ? Dans cette famille jordanienne, la non-synchronie répond à deux modalités du temps imbriquées : une organisation liée à des contraintes matérielles et une organisation choisie. Les temps désynchronisés correspondent ainsi à la fois à des conditions de survie et à une source de bonne entente en ce qu'elle respecte la morphologie familiale. Ne pas rentrer prendre son repas à la maison alors que l'on sait l'espace densément occupé n'est pas seulement le fait de circonstances profession-

nelles : cela correspond également à une forme d'émancipation du domestique. Composée d'une mère veuve (Lamia) et d'une fratrie de quatre frères (Munir, Bilal, Mohaned et Rachid) et de trois sœurs (Sarah, Farida et Maya), la famille essentiellement composée de jeunes individus est un cas d'étude extraeuropéen caractérisé par une prégnance de la solidarité économique intrafamiliale. La complémentarité des rôles existe pour contribuer au travail domestique et pourvoir aux besoins financiers de la maisonnée. Ces rôles sont clivés en fonction du genre, de l'âge et de la place dans la fratrie. Ainsi, l'aîné, Munir (27 ans), guide touristique, ne réside pas avec sa mère et ses frères et sœurs mais il transfère tous les mois une part de ses revenus à Lamia ; il est le principal contributeur au revenu commun familial. Potentiellement candidat à l'émigration, côtoyant l'Occident par sa clientèle professionnelle, Munir est animé par des rêves de poursuite d'études (dans l'absolu, sans un projet précis faute de pouvoir le planifier concrètement) et de vie hors du royaume hachémite de Jordanie.

Dans un contexte monarchique où la solidarité financière passe très peu par les canaux de l'État, la reconstitution des chaînages de solidarité et d'opportunités familiales pourrait donner à voir des possibilités de compensation. Or, le suivi de ces potentielles compensations révèle plutôt une série d'échouages, une accumulation d'épreuves de vie pour la famille. Fils et fille d'un pilier d'une branche tribale de bédouins du Sud (un « *Sheikh* »), les jeunes de la fratrie enquêtée ont vécu un temps avec l'image valorisée d'une « grande famille jordanienne », promue par une icône : le roi Abdallah II, mis en scène avec sa femme et ses enfants sur de nombreuses photographies disposées dans les lieux publics. Cependant, le père est mort alors que, seuls les deux plus âgés (Munir et Sarah) étaient majeurs (en 2007, soit six ans avant l'enquête) et sa disparition a soudainement écarté la famille du centre du réseau tribal. La possibilité d'entraide de voisinage a également été perturbée. Dans les années 1990,

Une enquête d'ethnocomptabilité en Jordanie

Cet article repose sur une enquête ethnographique, menée entre mars et décembre 2013, auprès d'une famille jordanienne composée d'une mère, veuve, et de ses quatre fils et trois filles. Plus précisément, trois séjours d'enquête ont été réalisés en immersion dans cette famille par une enquêtrice (auteure de l'article), soit vingt-quatre jours d'observations au total dans le foyer familial à Aqaba et un mois complet chez l'aîné aux alentours de Pétra.

L'investigation repose sur une autonomie en langue arabe et sur des bilans d'interactions (voir l'article d'Alain Cottureau, dans ce numéro p. 11), familiales en particulier, depuis les ancrages fournis par le foyer principal de la fratrie et celui de l'aîné. Ces bilans sont restitués dans un journal d'enquête, qui fonctionne comme un outil pour mettre à jour et restituer les perspectives entrecroisées des membres de la famille. Ce journal est inspiré du modèle fourni par Jeanne Favret-Saada, dans son ouvrage coécrit avec Josée Contreras (1981). Il est également l'outil qui permet, pour quelques journées, de relever minutieusement des emplois du temps.

Dans une démarche d'ethnocomptabilité (Cottureau et Marzok, 2012), une attention primordiale a été portée aux comptes de la famille : à ce que les membres comptent, à la manière dont ils comptent et invitent à voir ce qui importe pour eux, notamment du point de vue d'autrui. Concrètement, incitées par l'aîné, pourvoyeur principal de revenu, et encouragées par l'enquêtrice, la mère, Lamia, et ses filles tiennent ainsi pendant plusieurs mois un carnet de comptes. L'aîné, guide touristique, et les frères dans leur commerce ambulancier réalisent également des inventaires journaliers.

Cela rend possible l'établissement de tableaux comptables dont l'interprétation n'a de sens que prise dans le récit des actions ordinaires (Cottureau et Marzok, 2012). Tenir un carnet de comptes familial bien que l'on soit huit, que l'on n'ait pas de carte de crédit et que l'on ne reçoive quasiment pas de tickets de caisse lors des courses n'est pas une tâche facile. La technique dite d'« ethnocomptabilité » nécessite une forte collaboration des membres de la famille. Reposant ici en particulier sur un effort de mémorisation de la mère, faisant la plupart des courses et dont la distance vis-à-vis de l'écriture implique qu'elle ne prenne pas la responsabilité de consigner elle-même les dépenses, l'entreprise de tenue du carnet de comptes familial s'est tout de même révélée rigoureuse, en ce qui concerne les dépenses, durant les quelques mois de l'enquête. Cette partie du carnet est peu consultée a posteriori par les membres du foyer, contrairement aux mentions des ressources au jour le jour. En revanche, l'enquêtrice s'en sert pour réaliser le suivi minutieux des consommations familiales.

NDLR : les références bibliographiques citées dans cet encadré figurent pages 103.

la famille, vivant alors dans un village de montagne à proximité du réseau de parenté du père, déménage à une centaine de kilomètres, à Aqaba, ville portuaire et transfrontalière de la Mer Rouge. Pendant une vingtaine d'années, elle occupe le même appartement dans un quartier pauvre. En 2012, le propriétaire de cet appartement décide de le récupérer pour le transformer en épicerie. La possibilité de départ de la ville est alors débattue : une relocalisation aurait permis de faire des économies de loyers alors qu'il s'avérait impossible de retrouver un logement salubre au même prix que l'ancien. À cette époque, la scolarisation des trois plus jeunes de la fratrie (Mohaned, Rachid et Maya) a cependant fait pencher la balance pour que la famille reste en ville. Mais, désormais, elle règle un loyer mensuel trois fois plus cher (300 dinars, soit un loyer de 273 euros à 291 euros, selon les taux de change en 2013) pour un appartement, certes de plus grande taille dans un quartier résidentiel dont les constructions sont récentes, mais où la famille ne bénéficie d'aucune source d'entraide ou de sociabilité liée à son réseau d'interconnaissances. Des difficultés d'orientation estudiantine et professionnelle pèsent également sur les jeunes garçons et filles de cette famille, coupant pour les secondes l'accès à des ressources finan-

cières stables grâce à un travail salarié. Quatre des sept frères et sœurs ont du reste connu un épisode de rupture scolaire. Après Farida (24 ans) et Bilal (22 ans), ce sont les deux plus jeunes garçons, Mohaned (19 ans) et Rachid (18 ans), qui ont quitté le lycée en 2013, suite à une accumulation de factures impayées au sein du foyer. Ils ont alors été conduits à tenir un commerce de rue. Quant aux filles de la famille, aucune n'exerce une activité professionnelle. La sœur aînée, Sarah (26 ans), pourtant diplômée dans le secteur de l'informatique, connaît ainsi une longue période de chômage liée, en partie, au fait que son fiancé refuse de la laisser travailler. Enfin, le lourd handicap de la deuxième sœur, Farida, diagnostiquée schizophrène peu après la mort du père, ajoute une charge supplémentaire au tableau des épreuves de vie traversées par cette famille. Quant à la plus jeune, Maya (14 ans), elle poursuit ses études gratuitement, au collège.

Comment fait-on pour vivre avec ce que tous les membres de la famille considèrent comme peu ? Comment la tension sur l'argent qui fait défaut se répercute-t-elle en termes de pression sur les temps dédiés à la vie personnelle ou au collectif ? Comment la famille échappe-t-elle

à une mise en concurrence des ressources monétaires et temporelles qui menace la solidarité familiale ? La pénurie produit ici des effets de solidarité dont il importe d'analyser précisément les mécanismes. À partir d'une enquête d'ethnocomptabilité (encadré p. 92), il s'agit d'établir un budget-temps ethnographique mettant en regard des scènes de vie et des activités considérées comme autant d'entreprises pour le maintien du foyer jour après jour. C'est de l'association entre la modestie, et surtout l'imprévisibilité, des ressources – ce que l'aîné appelle « *vivre au compte-gouttes* » –, et la constitution de marges de manœuvre en commun et, pour chacun, qu'il s'agit de rendre compte⁽¹⁾. L'article décrit d'abord un mode de production et de gestion solidaire des ressources. Quels sont les apports respectifs aux ressources financières familiales ? Comment ce budget est-il géré ? Après avoir détaillé les décalages d'investissement pour le commun, en partie temporels puisque tout le monde ne fait pas la même chose en même temps, une journée sera l'objet d'une fine observation comme modèle de la désynchronisation des temps et des efforts de coordination. Entre une dynamique de dépendance et d'autonomisation, de distance et de proximité à l'égard de la fratrie, chacun est amené à gérer sa vie en composant avec des possibilités d'émancipations domestiques différenciées, que l'on peut saisir en examinant minutieusement l'organisation des activités et du temps de chaque membre de la famille. Enfin, un budget-temps serré s'accommode tout de même de soupapes d'évacuation de la pression comptable et d'extras tolérés pour une coexistence solidaire. L'attachement à des manières de vivre n'a pas de prix.

Une gestion solidaire de ressources imprévisibles

Afin de mieux saisir comment fonctionne le budget total avec lequel vit cette famille jordanienne, il importe de circonscrire la contribution de chacun de ses membres.

Veuvage, revenus locatifs et tensions gestionnaires

Tout d'abord, le père, s'il est décédé, a assuré l'avenir de sa famille : grâce à des appartements achetés de son vivant, sa seconde femme Lamia et ses enfants perçoivent, en effet, une rente de propriété, première source de revenus pour que la famille puisse faire face à la disparition

de celui qui aurait dû en être le principal « *breadwinner* » (« soutien de famille »). L'argent est transmis par l'intermédiaire d'un demi-frère qui occupe à titre gracieux un de ces appartements. Il récupère les loyers des autres occupants de l'immeuble, quand ceux-ci peuvent les payer. Les rentrées locatives sont donc fluctuantes en 2013 (700 dinars en mars 2013, 300 en juin, 630 en novembre) ; la famille a perçu, en moyenne, 600 dinars de loyer par mois. En prenant en compte tous les revenus familiaux (y compris ceux versés par Munir), les sept membres de la maisonnée (sans compter l'aîné) vivent au-dessus du seuil de pauvreté national. Certes, leur situation ne paraît pas alarmante par rapport aux repères statistiques gouvernementaux⁽²⁾. Il n'en demeure pas moins qu'ils vivent de ressources reçues au « compte-gouttes », sur la disponibilité rapide desquelles il n'est pas possible de compter pour faire face à des pressions budgétaires, en raison de variations imprévisibles et importantes.

La mère ne perçoit pas de revenus faute de travail salarié. En effet, il n'est pas pensable qu'elle exerce une activité professionnelle hors du foyer, étant donné son âge, 56 ans. Ses enfants considèrent que ce n'est guère son rôle. Mais elle accomplit un travail domestique et un rôle de répartition des ressources importants, ce dont témoigne son carnet de comptes. Lorsque Lamia mémorise durant quelques mois ses dépenses de courses et les fait noter à ses filles dans ce carnet, c'est d'abord avec l'idée de mieux cerner « où va l'argent ». Mais ce rôle capital de prévoyance financière dans la maisonnée n'est pas sans créer des états de tension émotionnelle. Dans les discussions, Lamia exprime le sentiment d'être dépassée par son rôle de gestionnaire. Ses enfants lui font parfois des reproches au sujet de son organisation quotidienne, surtout en ce qui concerne son peu de talent pour la cuisine, et parfois à propos de dépenses surprenantes – comme des glaces quand il n'y a personne pour les manger avant qu'elles ne fondent en l'absence de réfrigérateur. « *Lamia se dit éprouvée par la gestion familiale, elle me parle longuement des problèmes liés aux enfants [...] Elle espère que Munir [l'aîné] s'installera à Aqaba pour davantage contrôler la situation. Elle fait confiance à l'autorité de son fils aîné et considère que la sienne fait défaut. Elle reproche à ses fils adolescents de dépenser de l'argent*

(1) Sachant que les fils de cette famille jordanienne se trouvent dans une position typique de candidature à l'immigration, envisagée par l'aîné, cette enquête documente un rapport au temps et à l'argent qui contribue à éclairer les comportements des migrants en Occident (voir l'article d'Erwan Le Méner dans ce numéro de la *Revue des politiques sociales et familiales*, p. 41).

(2) Pour situer la famille par rapport à ce qu'enseignent les statistiques nationales, en 2008, le seuil de pauvreté correspondait à 680 dinars par personne et par an (ou 227 dinars par mois, avec quatre unités de consommation en pondérant avec les normes européennes), d'après le Département des statistiques jordanien (2012), destiné au programme de développement des Nations unies.

pour des broutilles, des sorties avec leurs copains, du tabac à narguilé et des cigarettes » (journal de terrain, premier jour d'enquête en famille, 1^{er} mai 2013). La famille vivant en ville, des ressources gratuites plus aisément accessibles à la campagne, notamment les fruits, sont hors d'accès. Lamia se montre, pour cette raison, nostalgique et répète comme un leitmotiv que, lorsqu'elle habitait en milieu rural dans sa jeunesse, elle n'était pas confinée chez elle comme elle l'est actuellement. Elle aimerait donc vivre plus près de son fils aîné, qui vit à cent vingt kilomètres d'Aqaba, dans une petite ville de montagne, Pétra, proche du village d'origine de la famille du père décédé.

Le frère aîné, guide touristique et disponible pour tous

L'aîné, Munir, est donc guide diplômé d'État et travaille à son compte. Ses revenus peuvent varier du simple au double en fonction des offres de travail : de dix jours de travail pour le mois de juin à vingt et un jours pour le mois d'octobre 2013, de 620 dinars à 1 340 dinars jordaniens (JD) perçus comme rémunérations de la part de diverses agences de voyages ces mois-là⁽³⁾. Dans son secteur d'activité, la saisonnalité de l'activité s'explique essentiellement par l'orientation de l'offre touristique vers la Jordanie (la chaleur de l'été dissuadant de voyager). Ainsi, même, si au début de l'enquête, les ressources familiales issues du travail les mieux garanties semblent provenir de l'aîné, elles restent peu prévisibles. À côté des rémunérations provenant des agences touristiques, les pourboires constituent l'autre source essentielle d'argent pour Munir. Or, ceux-ci dépendent de la bonne grâce des clients et introduisent une nouvelle inconnue dans l'équation globale des rentrées monétaires. Par exemple, au mois de mai 2013, les pourboires des clients et les commissions de la part de magasins touristiques représentent 40 % du revenu de Munir. Être « indépendant » signifie espérer un salaire supérieur au salaire fixe, mais moindre qu'il pourrait toucher s'il travaillait pour une seule agence de voyages. Néanmoins, l'indépendance du guide à son compte est sérieusement limitée : même avec ce statut, un guide obtient la plupart de ses clients par des agences de voyage ; en outre, son positionnement n'est pas encadré comme celui des « guides locaux » qui dépendent

d'une réglementation nationale. Une des conséquences de cette irrégularité du travail et des revenus est qu'elle exige des ajustements calendaires constants. En effet, la gestion de l'emploi du temps de Munir est très complexe : celui-ci jongle constamment entre différents employeurs mais aussi pendant plusieurs mois entre des journées de travail au départ de Pétra et des journées à partir d'Aqaba, où il dort de manière parfois imprévue.

Malgré ces aléas, Munir absorbe presque seul cette instabilité chronique de sorte à offrir un revenu constant à sa famille, sans fixer un plafond ou un ratio consciemment. Cette transmission de revenus à sa mère et à ses frères et sœurs dans le cadre de l'ouverture et de la gestion du commerce de rue (qu'il encourage en exprimant la volonté de donner un peu moins aux siens si le commerce fonctionne) correspond environ à plus d'un quart de son salaire, et dépasse de loin les revenus du travail de la part des autres membres de la fratrie⁽⁴⁾.

Dans ce contexte de fluctuation de l'offre de travail, l'entraide dans le réseau social est une ressource importante pour accéder à du travail et à des bons plans, comme par exemple s'approvisionner en bois de chauffage ou en fruits et légumes à des prix très intéressants. Cette disponibilité de Munir, resituée dans l'ensemble de son réseau et rapprochée de ses ressources et dépenses, forme un ensemble complexe d'obligations sociales d'hospitalité associées à l'entretien des liens parentaux, politiques, professionnels et amicaux. Le premier poste budgétaire de Munir est ainsi consacré à la transmission de liquidités monétaires, notamment sous forme de dons et de prêts, à des membres de son réseau parental, tribal ou amical. Outre les 4 691 dinars transmis à sa mère et à sa fratrie, on compte quelques 5 000 dinars en dons et prêts, pour le mariage de cousins, pour encourager le lancement du commerce d'un gendre et d'un demi-frère, pour un ami en phase de divorce qui a de grandes difficultés financières au point de ne plus pouvoir se chauffer l'hiver. Munir incarne, d'une certaine façon, un idéal moral associé à une conception de l'hospitalité dans l'environnement jordanien, particulièrement exigeante dans le sud marqué par des idéaux bédouins : il s'agit de conforter sa

(3) Dans les deux cas, il s'agit d'un salaire considérable par rapport à ceux de ses frères en fin d'enquête, d'environ 200 dinars par mois, gagnés dans un service de restauration pour l'un, et, pour l'autre, dans la manutention en supermarché.

(4) Les ressources en argent issues du travail de Munir correspondent à 16 820 JD (hors dons exceptionnels à la suite d'incidents automobiles et de revenus de propriété liés à la vente d'un terrain dont Munir ne pouvait plus assumer les frais). Même en juin, alors que son salaire n'est que de 620 JD, Munir transmet plus de 400 JD à sa famille. En revanche, en fin d'année, alors que ses frères se mettent à percevoir des salaires suffisants, Munir borne son aide et arrête de payer les 300 JD de loyer du ménage à Aqaba, ce qu'il considèrerait comme de sa responsabilité au préalable. Pour plus de précisions, voir Lorraine Guénée (2014 – annexe, tableau 1 et 2).

position sociale par la grandeur qu'implique l'hospitalité, même dans une situation de gêne économique (Jungen, 2009). Bien que Munir gagne bien sa vie par rapport aux salaires jordaniens à l'époque de l'enquête (2013), cela ne l'empêche pas de se sentir régulièrement pris en étau en raison de ces sollicitations financières multiples et de l'impossibilité d'accéder à ses rêves : remplacer sa voiture fabriquée en 1977 et complètement obsolète, et pourquoi pas, poursuivre sa vie et ses études à l'étranger ? C'est de lui que vient la formule « *vivre au compte-gouttes* » ; ce sentiment de vivre sous perfusion le poursuit.

La sœur aînée, entre « penser famille » et « penser à soi »

Le cas de l'aînée des sœurs, Sarah, montre l'existence d'un autre mode de décalage possible entre une éthique de solidarité et des désirs d'émancipation des obligations familiales. L'année précédant l'enquête, lors de l'emménagement dans l'appartement d'Aqaba, l'achat du mobilier du salon de réception – canapés, tables basses, tapis sorti lors des grandes occasions –, a été effectué par Sarah. Elle avait été embauchée dans une agence informatique, à la suite de ses études dans le domaine, où elle occupait un poste de responsable ; elle gagnait près de 700 dinars par mois, alors que ses jeunes frères ne gagnaient pas encore d'argent. L'achat du mobilier lui avait coûté 900 dinars, soit l'équivalent de plus d'un mois de son propre salaire ou de quatre mois d'un salaire de serveur (métier exercé par deux des frères en fin d'enquête). L'acquisition des fournitures du salon a précédé et retardé tout autre achat électroménager ; celui de la machine à laver, pourtant plébiscitée par Sarah et sa mère, n'a par exemple eu lieu qu'un an plus tard. Initialement, la préférence est allée aux biens dont l'utilisation collective pouvait servir de support au rassemblement de la communauté familiale⁽⁵⁾. Ainsi, investir dans le pot commun familial confère une position gratifiante : pour Sarah, cela correspond à une logique de solidarité assumée comme une évidence. Elle n'en est pas moins en quête à la fois d'intimité et d'évasion du cadre familial. Tout d'abord, si elle consacre une partie de ses économies à l'ameublement du salon de réception, elle a également meublé, à peu près pour le même montant, la chambre qu'elle partage avec la benjamine Maya. Or, Sarah est la seule à investir cette pièce comme une

« chambre à soi »⁽⁶⁾. Repliée dans ses quartiers, elle peut écouter de la musique, fumer, se maquiller, piocher de quoi se vêtir dans une grande armoire et se voiler de manière colorée. C'est elle qui porte le plus de considération à ses vêtements, à en rendre jalouses ses sœurs : Maya lui reproche de trop dépenser d'argent pour ces coquetteries. Farida, malade et déambulant sans cesse dans l'appartement, s'en prend quelquefois soudainement à ses fioles de maquillage⁽⁷⁾. De plus, Sarah n'hésite pas à jouer avec les normes d'habillement islamique : jeans moulants sans tunique, polo à manche trois quarts, jupes coupées un peu plus haut que les chevilles... ce qui n'est pas courant à Aqaba. Sarah bénéficie ainsi d'une grande tolérance familiale. Même si ses proches lui signifient parfois que ce relâchement vis-à-vis des normes vestimentaires est embarrassant, personne ne tente de l'amender. Sa mère et sa petite sœur Maya lui reprochent plutôt de ne pas suffisamment s'investir dans les tâches ménagères, mais elles savent qu'elle fut, en son temps, pourvoyeuse de revenus, lorsque ses frères Bilal, Mohaned et Rachid étaient mineurs et scolarisés. Ce statut de « *breadwinner* » a donc fonctionné comme un facteur d'émancipation, non seulement à l'extérieur du foyer mais également à l'intérieur même de celui-ci, et lui a permis d'y vivre de manière plus satisfaisante.

Sarah regrette ce temps où elle était salariée. Elle dit subir « le temps vide » du chômage, et pleure souvent en solitaire. Du point de vue de l'analyse des parcours de vie, cet état émotionnel dépressif est associé à une période difficile d'engagement amoureux alors que Sarah hésite à se séparer de son fiancé. Elle se trouve à un moment de bifurcation, situation courante dans un monde où le mariage pèse sur le statut de la femme : garder de l'autonomie en gagnant personnellement sa vie ou bien y renoncer en entrant dans le mariage. En effet, Samy, le fiancé de Sarah plus jeune qu'elle d'un an – locataire d'une chambre en ville, vendeur dans une boutique de musique, puis tenancier de commerce informel de boissons sur la plage pendant l'enquête –, exprime un désaccord avec ce à quoi elle aspire : avoir un emploi. Il voudrait notamment prouver qu'il est capable de s'occuper et de faire vivre, seul, sa future femme. Pour Sarah, s'établit ainsi un hiatus entre « penser famille » et « penser à soi ». Elle rêve d'économiser de l'argent pour louer un

(5) On retrouve ce genre de dépenses dans l'enquête de Richard Hoggart (1970) sur les milieux ouvriers anglais. Jugé illogique d'un point de vue extérieur, l'achat d'une télévision plutôt que d'une machine à coudre répond à ce principe de support de rassemblement.

(6) Terme inspiré de Virginia Woolf (2001) et d'un article d'Anne-Marie Filaire (2013).

(7) Il sera peu question de Farida. La famille est unie pour veiller à l'amélioration de sa santé et à sa prise en charge affective, tout en ayant conscience qu'il faudrait un miracle pour la voir recouvrer sa santé mentale.

local afin de créer une salle de sport, et elle doute de son projet de vie conjugale. Des contraintes de genre pèsent sur la jeune femme : contrairement à ses frères qui peuvent, eux, être vendeurs ambulants dans la rue, il est hors de question qu'elle soit confrontée à certains contextes urbains dans une ville touristique à la réputation peu recommandable⁽⁸⁾. Sarah se réfère à son statut de femme et à une forme de limitation masculine qui l'empêche d'évoluer comme bon lui semble. Bien que son fiancé ait assoupli ses positions, laissant sa partenaire libre de chercher du travail dans un espace protégé des interactions de rue, Sarah se marie au printemps 2016 (l'enquête a été menée entre mars et décembre 2013), ce qui correspond à une période de fiançailles exceptionnellement longue. Elle se trouve ainsi, durant près de trois ans, dans un entre-deux.

Les autres frères : tenir un commerce de rue ou l'art de la débrouille

Le travail des deux frères, Bilal (22 ans) et Rachid (18 ans), est loin de correspondre en termes de bénéfices à celui du frère aîné, Munir. Ils ne sont pas prêts de prendre le relais financier s'il opte pour la migration. Si les quatre fils sont liés dans leur travail par des dynamiques commerciales internationales et des formes d'imprévisibilité liées à leurs statuts de non-salariés, l'incertitude de l'activité de Bilal et Rachid diffère de celle qui marque l'emploi de leur aîné sur un point important : la viabilité de leur commerce de rue ne dépend pas tant de la constance de la clientèle que de la pérennité même de l'outil de travail, menacé par son statut illégal. Créé comme un « petit boulot » d'appoint pour un revenu complémentaire à la famille, le commerce de « vente sauvette », dit « *basta* » au Moyen-Orient, a la forme d'un chariot ambulant, même si la structure métallique noire posée sur un tricycle aux jantes rouges est trop lourde pour être facilement déplacée. Outre un réchaud, un thermos, une grande bouilloire et un lot de cafetières turques en inox de différentes tailles, les frères n'ont guère besoin d'ustensiles. Au *basta*, on vend surtout du café, comme cela est indiqué sur la devanture avant, « Café. Réveille-toi ! ». Sur le côté, on peut aussi lire « Thé ». Deux affiches (placardées sur deux panneaux latéraux) annoncent également la vente de cigarettes et que le commerce fonctionne vingt-

quatre heures sur vingt-quatre. En effet, la boutique ambulante reste ouverte quasiment toutes les nuits au moment de l'enquête. Les deux frères qui s'en sont le plus occupés, Bilal et Rachid, adoptent d'emblée un système d'organisation horaire en « 2/12 » : ils travaillent vingt-quatre heures sur vingt-quatre en se relayant [Mohaned, lui, a vite renoncé à cette charge ; il est serveur⁽⁹⁾] Le rythme d'alternance a duré quelques mois afin que le commerce soit ouvert jour et nuit. Mais les ventes de boissons chaudes et de cigarettes au beau milieu de la nuit n'étaient pas une très bonne idée. En effet, très vite, il est apparu aux garçons que la productivité nocturne n'était jamais forte. *A priori*, l'ouverture paraît absurde du point de vue d'une stricte rationalité marchande. Pour comprendre la raison principale de l'ouverture nocturne, il faut en fait envisager les effets de « l'illégalité » sur un tel commerce. Le *basta* est soumis à un risque permanent de contrôle d'agents municipaux qui ont un rôle de police et pourraient le confisquer faute de permis de marché. Les frères doivent quelquefois déplacer leur chariot malgré son poids, le dissimuler pour une nuit ou une demi-journée. Le contrôle n'est pas si répressif, les frères n'ont jamais eu d'amende malgré quelques menaces de la part des autorités. Cependant, ils craignent de ne pas retrouver leur chariot un matin s'ils le laissent sans surveillance la nuit. Si Bilal dit un temps apprécier l'idée de se faire connaître comme un service vingt-quatre heures sur vingt-quatre, Rachid, lui, est las du travail de nuit. Par ailleurs, les propriétaires de *basta* ne sont pas forcément jugés respectables en raison des fréquentations de rue (nocturnes)⁽¹⁰⁾. Rachid et Bilal ont durant un moment pour voisin un propriétaire de *basta* qui semble s'adonner au trafic d'enfants. L'illégalité expose donc les deux frères à des incertitudes sur leur temps de travail et sur leur capacité à faire perdurer leur activité, et les met en relation avec des mondes d'activités informelles plus ou moins décriées en termes de mœurs.

Malgré ces aléas, tenir le *basta* est une manière pour les deux frères d'avoir, pour la première fois, un rôle de contributeur régulier aux revenus du foyer : soit un peu plus de 1 000 dinars en six mois. C'est une manière d'accéder au monde du travail pour de jeunes hommes qui ont, pour l'un, Bilal, arrêté l'école depuis quelques

(8) Exemptée de droit de douane, propice au tourisme de shopping, la ville d'Aqaba offre également diverses possibilités de détente : on y trouve facilement, entre autres, de l'alcool et des prostituées. Le contrôle des mœurs étant strict dans les espaces voisins, notamment l'Arabie saoudite, ces possibilités n'en sont que plus attractives.

(9) L'enquête sur les revenus issus du commerce de rue a été privilégiée à d'autres types d'études ; le travail de serveur de Mohaned et de magasinier de Bilal après avoir quitté le *basta* sont ainsi peu abordés dans cet article. L'enquêtrice avait très peu accès à leur vie publique, étant donné leur âge et leur sexe.

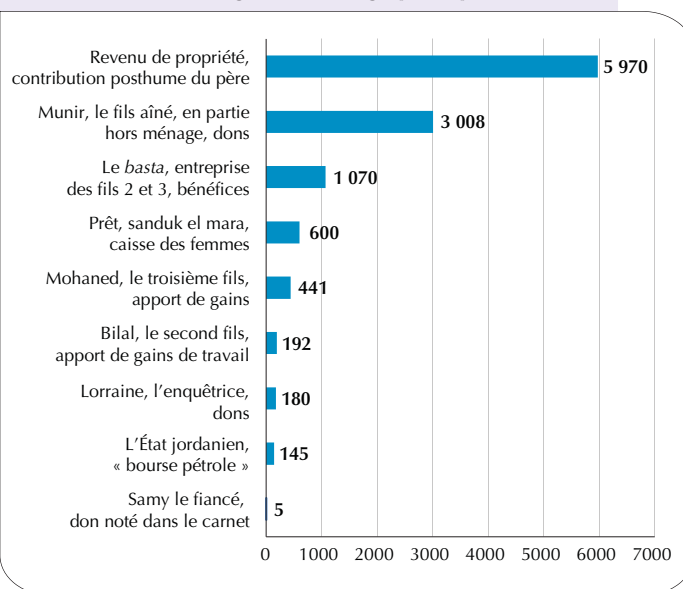
(10) Dans une autre famille jordanienne plus aisée, plusieurs sœurs avaient émis des remarques négatives à l'égard d'un père qui laissait son fils travailler dans un *basta*, une activité jugée pernicieuse, reliée à des formes de désordre public.

années, et sont, pour les deux autres, en train de la quitter, Rachid et Mohaned, considérant que la scolarisation ne leur convient plus (et endossant la responsabilité de rembourser des dettes familiales liées à l'accumulation de factures d'électricité et d'eau impayées). Au *basta*, on peut, en plus de contribuer aux ressources de la famille, se constituer des économies propres, faire des rencontres, donc étendre son réseau. Ainsi, Bilal utilise-t-il son activité au *basta* pour se faire une petite cagnotte personnelle en vendant des gâteaux aux dattes et des mouchoirs. L'enquête ethnographique montre ainsi que Rachid fait l'acquisition de deux téléphones portables, mais aussi de vêtements. Il utilise également la trésorerie pour investir dans l'activité de vente, c'est le cas lorsqu'il acquiert une machine à barbe à papa en solde⁽¹¹⁾.

Les comptes de solidarité familiale sont donc subrepticement associés à des techniques de débrouille, des usages personnels mais aussi des investissements profitables pour le business. Ainsi, au *basta*, l'art de jongler avec les ruptures de stock de cigarettes récompense les initiatives les plus judicieuses. Vendre des cigarettes américaines Winston à 1,4 JD quand tous les magasins les vendent à plus de 1,6 JD à Aqaba, c'est s'assurer une bonne session de vente pendant la rupture de stock et se faire une bonne réputation auprès de la clientèle. Les deux frères qui tiennent le *basta* ont donc recours à leur aîné. Venant de Pétra ou de la capitale du pays, il peut parfois leur permettre cette manœuvre.

À l'issue de l'enquête, le suivi minutieux des contributions respectives au pot commun de la maisonnée pendant neuf mois, à partir du carnet de compte familial, permet de constituer un récapitulatif budgétaire de l'ensemble des ressources familiales⁽¹²⁾ (graphique). La « bourse pétrole » est la seule allocation étatique fournie à la famille enquêtée en 2013 ; elle répond à une hausse du prix des hydrocarbures qui engendra des manifestations fin 2012. Une seule des deux échéances de la bourse est mentionnée ici (l'autre est touchée au préalable, en janvier 2013). Il faut majorer la contribution du fiancé, qui paye sans doute les sorties avec Sarah. Les contributions de celle-ci à l'ameublement de l'appartement figureraient l'année précédente. Le graphique montre, en outre, que l'imprévisibilité des ressources hors

Contributions de mars à décembre 2013, période de référence, au budget du ménage principal (en euros)



Source : encaissements notés dans le carnet de compte familial.
NB : le prêt est effectué auprès d'un institut de microcrédit.

État social est compensée par une forte solidarité intra-familiale. Joindre les deux bouts, pour l'ensemble de la famille, corrode les possibilités d'indépendance de chacun de ses membres, avec des marges de manœuvre distinctes selon les sexes et les âges. La contribution différenciée aux ressources de membres du foyer étudiés individuellement repose sur la coexistence dans un même appartement de sept membres sur huit à plein temps. Sur le plan temporel, cette cohabitation exige la coordination des emplois du temps, en l'occurrence une délicate désynchronisation des espaces-temps des membres de la famille.

Des espaces-temps désynchronisés

Il faut entrer dans le foyer pour mettre au jour la coordination des temps familiaux domestiques et professionnels. Ceux-ci, pour être harmonieux, doivent être décalés. Comment cette coordination est-elle accomplie dans l'espace du foyer, jour après jour ? Outre la cuisine, un balcon et deux salles de bains et toilettes, l'appartement d'environ cent mètres carrés comporte cinq pièces : trois chambres, un salon-télévision, et un salon plus

(11) Rachid essaye de cacher l'existence de la machine à son frère aîné, afin que celui-ci ne puisse pas critiquer cet emploi des comptes. Il n'est d'ailleurs pas certain que la machine ait suscité une hausse des gains, l'argent transmis à la famille du *basta* les mois suivant l'investissement allant décroissant. Remarquons que Rachid, contre l'ouverture vingt-quatre heures sur vingt-quatre du *basta*, n'en est pas moins entreprenant quand il s'agit de vendre et d'utiliser le *basta* pour accéder à des bons plans.

(12) Pour plus de précisions, voir Lorraine Guénée (2014, en particulier les tableaux 1 et 3 de la deuxième partie : tableaux des comptes).

grand, climatisé, servant en particulier de chambre collective en été (plan ci-dessous). La situation familiale et le contexte d'occupation dense de l'appartement créent une obligation supplémentaire pour l'ensemble de la maisonnée : ne pas être synchrone est la seule manière pour chacun de se ménager des espaces-temps pour soi. Il importe de ne pas avoir d'activités en même temps et au même endroit pour avoir un peu de champ libre, autrement dit dormir en décalé et vivre la nuit pour être tranquille, manger à part ou à l'extérieur. L'analyse fine d'une journée d'enquête en famille, le 9 septembre 2013, permet d'envisager les multiples coordinations impliquées par ces rythmes hétérogènes.

Levers échelonnés, repas désynchronisés

Que se passe-t-il la nuit dans la famille ? Quid des réveils échelonnés ?

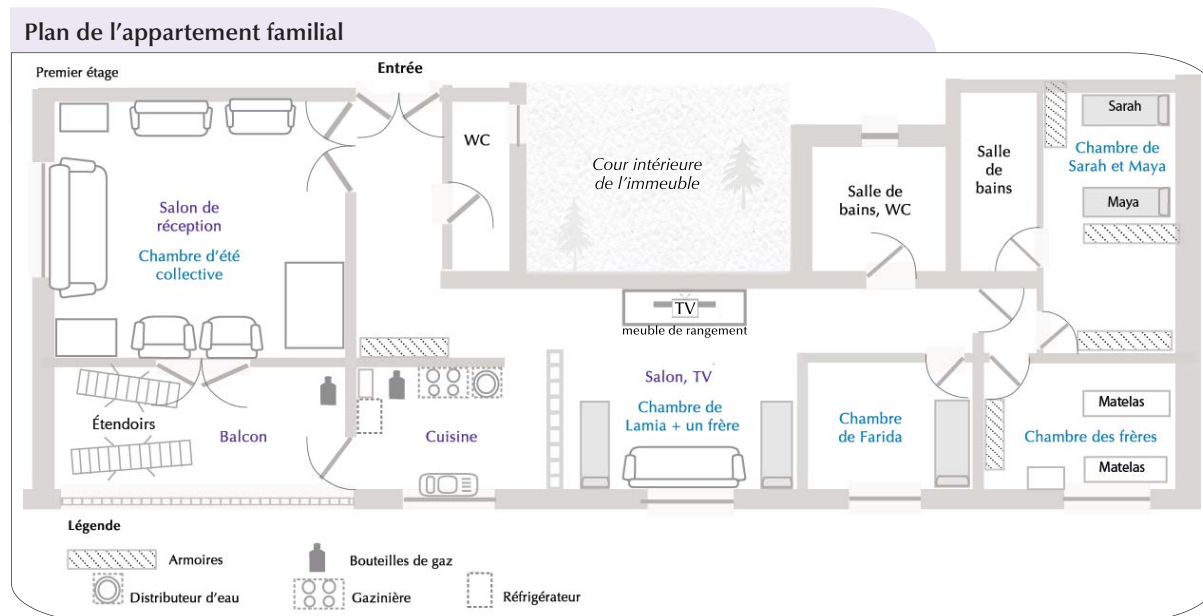
« – A 0 h 30, il y quatre personnes couchées dans le salon : Lamia, Munir, Bilal et Maya. Cette dernière occupe le grand sofa, les autres dorment sur des matelas en mousse disposés au sol. La pièce est la seule à être climatisée. Or, il fait encore près de quarante degrés à Aqaba. Le poste radio est allumé et diffuse le Coran une bonne partie de la nuit. Sarah et Farida dorment dans leurs chambres respectives ;
 – à 3 h, Mohaned rentre au foyer, il s'installe environ une heure dans le salon-TV pour se détendre, Lamia lui sert les restes du dîner et étend six chaussettes qu'elle a mises à laver seules en machine ;
 – à 5 h 30, Bilal se lève, Lamia lui sert un thé avant qu'il ne parte remplacer Rachid qui tient le basta ;

– à 6 h 15, Rachid est de retour au foyer, Lamia lui sert une collation. Ils vont tous deux se coucher au salon un quart d'heure plus tard ;

– à 7 h, Sarah fait une apparition à la cuisine pour boire un verre d'eau ; elle est angoissée par un entretien professionnel auquel elle doit se rendre en fin de matinée. Elle retourne dans sa chambre. Lamia se lève et me [enquêteuse] propose un thé au lait, nous en buvons toutes les deux avant qu'elle ne se recouche ;

– de 7 h à 10 h, l'appartement est calme, personne ne bouge. Quand Farida se met à déambuler dans le couloir et vient saluer les présents au salon, sa mère et son frère aîné Munir sont à peine réveillés. Le lever de Rachid est alors très tourmenté : Munir lui envoie un chausson sur la figure. Cela réveille en sursaut la benjamine de la fratrie [Maya]. Tout le monde est debout sauf Mohaned qui ne sortira pas de sa chambre avant 13 h 45, alors que Lamia a tenté de le réveiller à plusieurs reprises ».

Cette énumération permet de mesurer combien le respect des horaires peut devenir conflictuel et usant, sur la durée. Ce que Munir reproche à Rachid, c'est qu'il ne se soit pas levé pour aller à l'école. Le garçon s'est couché au beau milieu de la nuit de retour du *basta*. C'est un moment charnière : Munir souhaite que son frère arrête de tenir le *basta* alors que c'est la rentrée des classes, mais Rachid y tient et son frère Bilal compte sur lui pour le travail. En marge, on voit apparaître l'ombre de l'autorité fraternelle. Le seul à pouvoir rabrouer Rachid, et qui se décide à rendre visite au chef d'établissement scolaire



pour négocier son non-redoublement, c'est l'aîné, Munir. Le 9 septembre 2013, il est présent et peut seconder sa mère, mais d'ordinaire, elle se trouve seule. Le réveil constitue un moment de la journée où Lamia se sent particulièrement dépassée ; elle crie, pleure et dispute souvent Mohamed et Rachid, ainsi que Maya, qui ne se lèvent pas à temps pour être à l'heure à l'école ou au travail. Ce moment est critique en raison de la superposition des espaces ; il est difficile de ne pas se déranger quand cinq personnes dorment tour à tour dans la même pièce.

Ces levers en décalé n'ont pas pour seule conséquence d'entraîner le réveil en cascade de la maisonnée. Ils impliquent également un étalement des temps des repas. Chaque fois qu'un de ses fils fait son apparition au foyer, la mère se rend disponible pour lui servir à manger, quitte à ce que son sommeil soit interrompu. Plus généralement, si l'on considère en particulier les épisodes de petit déjeuner et de déjeuner, la journée du 9 septembre est assez exemplaire du mode de prise des repas en famille : « – dans la nuit ou à leur réveil, les garçons ont plutôt tendance à se contenter d'une boisson chaude et/ou des restes à disposition ;

– 10 h 45, la benjamine Maya exprime son mécontentement par rapport au peu de denrées présentes au foyer : sa mère n'a ramené que du pain du souk, il n'y a que de l'huile et du "zater" (thym, épice sumac et graines de sésame concassés) pour aller avec. C'est un manque de diversité alimentaire qui lui pose problème et auquel elle ne peut remédier elle-même sans argent personnel ;

– 11 h 28, un klaxon sonne dans la rue. C'est le minibus de Maya. La conductrice arrive tôt aujourd'hui (alors qu'elle était passée à 12 h 05 hier, soit en retard par rapport à l'horaire de début de l'école en cette période : 12 h 00). L'étudiante n'a pas fini de prendre son petit déjeuner, elle n'a pas ses chaussures aux pieds. Elle laisse s'écouler une série de klaxons avant de descendre les escaliers quatre à quatre ;

– 14 h 30, Munir prend le petit déjeuner, sa mère ressort le plateau que nous [enquêteur] avons composé le matin avec Maya ;

– seules Lamia, Farida et Maya déjeunent à l'appartement ce jour-ci, en milieu d'après-midi, du coulis de tomates fait maison avec du pain. Sarah déjeune à l'extérieur avec son fiancé, ainsi que ses quatre frères ».

La désynchronisation des repas est d'autant plus saillante que tous les membres de la famille mangent rarement trois repas par jour. Il n'y a jamais assez de provisions en stock pour plusieurs repas consécutifs. L'habitude de gri-

gnoter s'est installée – l'omniprésence des « chips » dans les dépenses alimentaires journalières l'illustre parfaitement – et celles qui sont le plus confinées à l'intérieur (soit Lamia et Farida) présentent un net surpoids. Les fils, qui ont facilement accès à l'extérieur et à de l'argent de poche, achètent régulièrement de la cuisine de rue.

Sortir de l'appartement : une question de genre

L'emploi du temps de la journée comporte des sorties à l'extérieur. Or, ces sorties sont de courte durée pour les filles, qui les vivent souvent comme des échappées hors du domicile familial, tandis que les frères y passent peu de temps. Les déplacements extérieurs des sœurs et de la mère sont en outre soumis à justification : il n'y a pas de temps pour la sociabilité de rue pour elles alors qu'elle est considérée comme importante et légitime pour les hommes de la maison. Au cours de la période d'enquête, un clivage est repéré, typique des hiérarchies entre les hommes et les femmes : les tâches ménagères intérieures sont réservées avant tout à la mère et à la benjamine Maya tandis que les frères accomplissent des tâches « ménagères » extérieures, sur leur lieu de travail et contre rétribution monétaire, comme le nettoyage du *basta* et les courses pour se ravitailler.

En fait, les rythmes sont avant tout indissociables des lieux où l'on peut ou doit se rendre : chambres partagées et pièces communes, souk, école, lieux de travail. Sans contester, le temps est alors d'autant plus pesant pour celles qui n'ont pas de billets en poche et sur lesquelles pèsent des contraintes spatiales et morales particulières. Le tableau journalier des mouvements de personnes révèle que la sortie de la mère est bornée par les courses, celle de la benjamine par le rythme scolaire, mais elle est conduite à l'école par un transport collectif privé non mixte. Maya a souvent la sensation d'une atrophie : « Le soir est marqué par le sceau de l'ennui. Maya tourne en rond et peste. Elle parle d'un "jour pourri". "Il n'y a que moi qui reste à l'intérieur comme une débile" » (1^{er} septembre 2013, journal d'enquête). Farida a développé une forme de schizophrénie et ne sort quasiment jamais de l'appartement. Ses déambulations dans l'appartement peuvent être éprouvantes, particulièrement lors de ses soudains « coups de folie » : comme lorsque devant sa mère en larmes, elle déménage tout ce que celle-ci avait rangé dans sa chambre la veille. Quant à l'aînée des sœurs, Sarah, le 9 septembre est une journée exceptionnelle pour elle, étant donné qu'elle se rend à un entretien d'embauche (le premier depuis la perte de son emploi précédent). Comme son frère aîné est présent, elle doit lui

rendre des comptes sur ses déplacements au cours de la journée, ce qu'elle ne fait pas quand il est absent. Elle sort avec son fiancé et les autres ne lui demandent pas de justifier ce qu'elle fait à l'extérieur.

Le théâtre du salon : s'y croiser, s'y succéder

Les relevés d'emplois du temps relatifs aux temps de pause et aux temps de loisirs au foyer permettent d'identifier d'autres clefs de fonctionnement en lien avec la désynchronisation des temps. Il apparaît que le salon est un lieu d'observation privilégié des rythmes et des climats familiaux. C'est dans le salon que le 9 septembre, journée qui sert de modèle pour l'analyse, le grand frère fait la leçon à ses jeunes frères, peu motivés pour reprendre l'école alors que la rentrée a commencé ; c'est aussi dans le salon que la sœur aînée raconte comment s'est passé son entretien d'embauche ou que se règle un problème de vol de paquet de cigarettes au *basta*. C'est également dans le salon de réception ou le salon-TV que les frères, de retour du travail en pleine nuit, profitent que tout le monde dorme pour se distraire : regarder la télévision, un film en *streaming*, fumer. C'est le cas pour Mohaned cette même journée de septembre. C'est enfin dans le salon que se trouve l'ordinateur qui constitue parfois une échappatoire avec la sociabilité numérique, même si c'est une échappatoire bornée par le crédit internet disponible et contrôlée par les proches – du fait de se trouver dans un espace commun. On ne peut se replier dans un espace personnel pour consulter le web et il faut veiller à ne pas laisser de traces gênantes. Maya se plaint ainsi à demi-mot de la consultation de sites pornographiques par ses frères.

Finalement, les réveils mouvementés et le ballet des entrées et des sorties de chacun illustrent particulièrement combien l'enceinte collective du foyer familial est en prise aux décalages. Le grand salon est une pièce capitale en raison de ses usages très hétéroclites : lieu de visibilité des entrées et des sorties des membres de la maisonnée, chambre collective d'été puisque seule pièce climatisée, lieu de certains repas, c'est surtout l'unique pièce où l'on s'installe pour les temps de discussion familiale. Le salon est le théâtre d'usages tantôt décalés, tantôt superposés, tout à la fois source de tension et de coordination.

Un attachement à certaines manières de vivre qui n'a pas de prix

Le budget-temps serré de cette famille nombreuse, l'espace de vie contraint auquel elle est soumise, redoublés d'une articulation périlleuse des activités et inactivités de l'ensemble des membres de la famille, peuvent laisser penser qu'aucun extra n'est possible. Or, l'étude ethno-comptable permet de relever des soupapes au jour le jour qui sont collectivement tolérées dans cette famille.

Les dépenses cachées et les petits luxes

Preuve d'une forme de solidarité familiale en dépit des tensions quotidiennes, les dépenses « cachées » ne sont pas un motif de jalousie. Elles peuvent être un sujet de boutade : ainsi d'une robe achetée par la mère, vêtement dont elle garde le secret, bien que l'objet n'ait pas une grande valeur marchande. À ces dépenses discrètes, non soumises à délibération commune, s'ajoutent des rubriques budgétaires de relâchement de l'impératif constant des comptes. La meilleure illustration en est le budget des cigarettes. Seconde catégorie de dépense annuelle apparente après le loyer, les cigarettes ainsi que le charbon et tabac à narguilé, répondent à une volonté de détente pour la plupart des membres de la famille (aînée comprise, quoique en cachette, les autres femmes s'adonnant plutôt à la dégustation de plaisirs sucrés). Se détendre, c'est entre autres choses ne pas compter. Si un budget est un équilibre des dépenses, il y a là un panier percé : on ne veut pas savoir le coût exact. La restitution des comptes familiaux l'a bien montré. Lamia achète assez systématiquement des paquets de cigarettes pour le retour de ses fils à la maison alors qu'elle se plaint parfois qu'ils dépensent trop d'argent en cigarettes, ou qu'elle n'ait plus assez pour des dépenses alimentaires. Il s'agit incontestablement de faire plaisir et peut-être de ne pas susciter de manque⁽¹³⁾. Le fait de réaliser de petites économies compte sans doute moins que de devoir rationner la consommation de la famille et c'est une sorte de soupape d'évacuation de la pression des ajustements ressources-dépenses. Au regard d'une rationalité comptable, la consommation de cigarettes est énorme, disproportionnée, par rapport aux ressources familiales. Mais on ne peut manquer de se poser une question : comment restreindre ce plaisir addictif qui permet de « se détendre »,

(13) C'est moins le cas après l'ouverture du *basta*, où les garçons peuvent se fournir en cigarettes. Fumer est un « coupe-faim ». L'analyse du régime alimentaire de la famille permet de suggérer que, tout comme les encas, le fait de fumer est associé au fait de manger moins de repas complets. Seules Lamia, Farida et Maya ne fument pas (elles mangent davantage à domicile). Les soupapes d'évacuation de la pression comptable sont différentes pour les familles décrites dans d'autres articles de ce numéro de la *Revue des politiques sociales et familiales*. Chaque membre de la famille qui y est étudiée a, en quelque sorte, son « petit luxe » : chez Erwan Le Méner, ce que le couple dépense en vêtements de marque et cadeaux pour l'enfant ; dans l'article d'Odile Macchi, les revues chrétiennes et les fleurs cultivées pour égayer l'Église.

alors qu'il faut déjà tant compter ? L'achat de vêtements surnuméraires pour la sœur aînée obéit à la même logique.

Faire des lessives à tour de bras

Un autre budget est emblématique des dépenses échappant au contrôle collectif : le cas de la gestion du linge, qui engage les priorités familiales. En dehors de la sœur aînée, personne n'a beaucoup de vêtements et les laver fréquemment ne relève pas d'un « petit luxe » mais constitue une nécessité. Or, la gestion du linge est un domaine qui a des implications fortes sur le budget familial. Après l'achat d'une nouvelle machine à laver au printemps 2013⁽¹⁴⁾, la facture d'eau trimestrielle de la famille double par rapport aux factures précédentes (de 65 dinars en mai à 130 dinars en juillet)⁽¹⁵⁾. La mère, interloquée par cette tarification pénalisante, impute d'abord le problème à une fuite d'eau du réservoir sur le toit de l'immeuble. Elle reconnaît plus tard que sa nouvelle gestion des lessives avec une machine moderne, notamment la démultiplication des lavages, par exemple pour laver les chaussettes à part, est sans doute davantage à mettre en cause que la fuite d'eau. Reste que la tarification de l'eau est perçue comme injuste, et l'aînée de la fratrie accompagnée de son fiancé négocient un rabais sur la facture. Ils font valoir une pseudo-fuite d'eau du réservoir, auprès d'un interlocuteur de la compagnie et obtiennent une remise de 25 dinars. Les fuites sont un problème important en Jordanie, ce qui fait tolérer ces marchandages de prix de la part des usagers.

Il faut ici comprendre pourquoi la mère ne dévoile pas d'emblée le montant de la facture d'eau à ses enfants, notamment à son fils aîné. Lamia gère la caisse familiale. C'est une source de pression, qui s'accommode de cachotteries⁽¹⁶⁾. La mère craint d'être jugée pour son organisation du linge, qui n'a rien de simple : les deux

plus jeunes frères manquent de vêtements pour aller au travail, et estiment ne disposer que de très peu de tenues « sortables », l'obligeant à des lavages quotidiens. À ceci s'ajoute le fait que le linge des filles et des garçons est lavé séparément, relevant du principe de séparation des sexes [Abu Lughod, 2008 (1999)].

La hausse de la consommation d'eau résulte ainsi de facteurs complexes et irréductibles à une insouciance : l'achat d'une nouvelle machine à laver (une modernisation, apparemment) ; une compensation de pénurie de tenues de travail qui incite à laver le linge en permanence ; des rythmes familiaux hétérogènes qui font que le peu de linge possédé revient sale dans la maisonnée ; la difficulté pour la mère, gestionnaire de l'organisation d'ensemble, de rentabiliser chaque lessive en raison des emplois du temps désynchronisés de chacun ; et des usages ségrégués de la machine à laver. Autant de bonnes raisons – qui sont celles que les enquêtés se donnent à eux-mêmes dans leur propre système d'évaluation – pour conclure que, pour cette famille jordanienne, le surcoût du linge n'a pas de prix. On ne condamne guère Lamia pour cette consommation d'eau anormalement élevée, c'est le tarif de ce bien public qui est contesté.

Qu'est-ce qui est « normalement » cher ou pas cher ? Qu'est-ce qui vaut la peine de dépenser sans compter ? Les relevés d'évaluation témoignent combien la légitimité des transactions pour des biens élémentaires peut différer potentiellement d'un pays à l'autre et entre familles d'un même pays, et ensuite par type de produit pour une même famille. Ainsi, les prix des denrées alimentaires, des cigarettes ou des vêtements pour la famille jordanienne étudiée sont jugés le plus souvent comme des prix normaux, légitimes, sans que soient recherchés de meilleurs « plans », moins chers, pour s'approvisionner. La mère résume cette situation de fatalisme face à la cherté

(14) Grâce à un don de 400 JD d'un demi-frère de la fratrie, la famille évite de recourir à un prêt pour acheter une nouvelle machine à laver. Ne recevant toutefois pas assez pour acheter à la fois un réfrigérateur et une machine à laver, les femmes de la famille engagées dans la décision d'achat portent leur choix sur la seconde machine. L'étude de l'anthropologue Homa Hoodfar (1997) permet de situer ce choix. Parmi les enquêtés caiotes de son étude, sur cinquante-neuf ménages, six seulement n'avaient pas de machine à laver mais vingt et un n'avaient pas de réfrigérateur.

(15) La Jordanie est l'un des pays les plus pauvres en eau, dans un contexte moyen-oriental où la répartition de celle-ci est un problème de taille. Cependant, si la consommation familiale d'eau est une source d'angoisse financière au cours de l'enquête, elle n'est pas rattachée à une problématique géopolitique ou environnementale. Par ailleurs, si la facture d'eau triple, c'est qu'il existe un système de seuils de prix selon la consommation au mètre cube, pénalisant *a priori* les gros consommateurs mais également les familles nombreuses comme celle qui est décrite ici. Perçue comme injuste, la tarification ne sensibilise pas au gaspillage d'eau en soi, elle encourage plutôt à s'indigner contre l'État, à ne pas payer les factures, à se brancher illégalement sur le réseau d'eau. Au cours de l'enquête, la famille paye d'ailleurs des pénalités à plusieurs reprises faute de liquidités suffisantes pour rembourser les factures et conserver assez pour les dépenses de subsistance quotidiennes. Pour une analyse consacrée aux problèmes posés par la gestion de l'eau et évoquant des pratiques de contournement du paiement des factures, voir Darmane et Potter (2009).

(16) La gestion collective des ressources dépend de personnes qui ont une « place » particulière au sein d'un collectif. Parler de l'eau comme d'un *bien collectif* et s'en tenir au rapport des hommes à ce bien revient à négliger tous les rapports des humains qui président à son usage et qui entrent en compte dans la gestion de l'eau.

de la vie par cette formule : « *tout est cher, mais c'est normal* ». Le prix de l'eau, considéré comme un bien collectif, est en revanche jugé illégitime et ponctuellement soumis à négociation. Dans les deux cas, les dépenses pour ces biens de première nécessité font l'objet « d'extras » qui permettent de sortir de l'obligation de s'en tenir précisément au strict nécessaire.

Conclusion

Ainsi, l'enquête dans cette famille jordanienne fait apparaître une gestion de forte gêne qui, en dessous du niveau de vie désiré pour s'épanouir, est néanmoins ressentie comme assurant l'ordinaire et le nécessaire. La formule de l'aîné, « *vivre au compte-gouttes* », résume bien cette exigence. Pour cela, huit visions du monde doivent cohabiter et se coordonner au sein d'une même famille. Une des expressions de la diversité familiale consiste à vivre en horaires décalés. Dans cette famille, la non-synchronie est en rapport avec des contraintes temporelles inégales dans le monde du travail et des clivages genrés des rôles. Au *basta* où seuls les hommes peuvent travailler, par exemple, le décalage du temps de travail est fondamentalement lié à la précarité de l'emploi et à son effet de complémentarité vis-à-vis des commerces de jour : être ouvert la nuit « au cas où », comme un relais marchand. Mais si l'exercice de cette activité éloigne les garçons de la maisonnée lors de moments qui pourraient être considérés comme propices au recueillement familial (repas, soirée), il leur confère aussi une position gratifiante vis-à-vis de la famille : celle de pourvoyeurs de

ressources. Vivre ensemble et à côté, ce n'est pas seulement contribuer à la survie économique de la famille, c'est aussi glaner du temps à soi au jour le jour, en fonction du ballet des entrées et sorties des personnes de la maisonnée. Ne pas être synchrone est aussi un moyen de composer avec la morphologie d'une famille nombreuse – des enfants qui grandissent et veulent plus d'intimité. Dans le cas présent, il n'est pas adéquat de convoquer le concept de « famille désarticulée » (Lesnard, 2009) dans la mesure où la non-synchronie permet, bien au contraire, de gérer la pénurie d'espace et de se dégager des temps collectifs plus harmonieux – résultat contre-intuitif qui invite à poursuivre la recherche ethnocomptable sur la signification des temps familiaux dans des contextes variés.

L'enquête met en évidence un autre résultat qui ouvre des pistes pour l'étude des budgets contraints des classes populaires. Il est essentiel de considérer que les budgets et les temps, à la fois communs et individuels, ne sont pas gérés de manière transparente, sans toutefois prendre la forme de déséquilibres qui mettraient en péril la survie familiale : chacun se dégage des marges de manœuvre, lesquelles correspondent notamment à l'impératif de se détendre, de travailler à son compte, d'éviter des conflits à propos des dépenses collectives, ou d'entretenir des relations d'hospitalité. L'art de vivre ensemble devient en quelque sorte celui de la coordination des décalages dans l'emploi du temps, jour après jour, et des aspirations à long terme.

- Abu Lughod L., 2008 [1999], *Sentiments voilés*, Paris, Les empêcheurs de penser en rond.
- Cottureau A., Marzok M.-M., 2012, *Une famille andalouse. Ethnocomptabilité d'une économie invisible*, Saint-Denis, Bouchène.
- Darmane K., Potter R.-B., 2009, Gestion de la rareté de l'eau à Amman : rationnement de l'offre et pratiques des usagers, *Espaces et sociétés*, n° 139, p. 71-89.
- Drancourt C.-N. (dir.), 2009, *Conciliation travail-famille : attention travaux*, Paris, L'Harmattan.
- Favret-Saada J., Contreras J., 1981, *Corps pour corps. Enquête sur la sorcellerie dans le bocage*, Paris, Gallimard.
- Filaire A.-M., 2013, « Une chambre à soi », des jeunes en quête d'intimité, in Bonnefoy L., Catusse M. (dir.), *Jeunesses arabes, Du Maroc au Yémen : loisirs, cultures et politiques*, p. 207-210.
- Guénée L., 2014, *Ethnocomptabilité auprès d'une famille jordanienne*, mémoire de master 2 Sociologie sous la direction d'Alain Cottureau, Paris, École des hautes études en sciences sociales.
- Hoggart R., 1970 [1957], *La culture du pauvre. Étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, Éditions de Minuit.
- Hoodfar H., 1997, *Between marriage and the market: Intimate politics and survival in Cairo*, Berkeley, University of California Press.
- Lesnard L., 2009, *La famille désarticulée. Les nouvelles contraintes de l'emploi du temps*. Paris, Presses universitaires de France (Puf).
- Pailhé A., Solaz A. (dir.), 2009, *Entre famille et travail. Des arrangements de couples aux pratiques des employeurs*, Paris, La Découverte/Institut national d'études démographiques.
- Programme de développement des Nations unies et ministère de la Planification et de la Coopération international jordanien, 2012, *Thinking differently about the poor. Findings from Poverty Pockets Survey in Jordan*, Household Expenditure and Income Survey 2010. Voir le site internet : http://www.undp.org/content/dam/jordan/docs/Poverty/Jordan_Poverty%20Pocket%20Report.pdf
- Woolf V., 2001, *Une chambre à soi*, essai pamphlétaire, traduction de Clara Malraux, Paris, éditions 10/18 ; paru en 1929 sous le titre *A room of one's own* aux éditions Hogarth Press à Londres.